



Centre d'études interaméricaines

École d'études internationales
1030, avenue des Sciences-Humaines, Local 5455
Pavillon Charles-De Koninck, Université Laval
Québec (Québec), CANADA, G1V 0A6
Téléphone : 418-656-2131, poste 6538
Télécopieur : 418-656-3634

www.cei.ulaval.ca

Juin 2020

CHRONIQUE

La lutte contre la COVID-19 en Amérique latine : un défi démocratique et institutionnel ?

Par Mamadou Lamine Sarr¹

Ces dernières semaines, l'Amérique latine est devenue une des zones les plus touchées par la Covid-19 à travers le monde. Les chiffres de pays comme le Pérou ou le Brésil illustrent cette tendance. Et ceci ne présage rien de bon quant aux conséquences sanitaires et des répercussions économiques et sociales dans la région la plus inégalitaire de la planète. Par ailleurs, à travers les réactions des différents États, cette crise sanitaire a également des répercussions sur les libertés individuelles et collectives. En effet, les différentes politiques de confinement ont engendré des interrogations sur la consolidation démocratique et institutionnelle qui demeure un enjeu crucial pour la région.

Le confinement : la règle principale dans la région

À l'image de nombreux pays dans le monde, le confinement a été la principale réponse de la majorité des pays latino-américains pour faire face à la Covid-19. En effet, dès la généralisation des cas dans les pays de la région durant le mois de mars, les différents gouvernements latino-américains ont mis en place des mesures de

¹ Mamadou Lamine Sarr, Ph.D. coordonnateur du CEI

quarantaine à des degrés certes différents.² Des restrictions à la circulation des personnes à la fermeture des établissements scolaires et universitaires en passant par la fermeture des frontières, les populations de la région ont dû vivre avec des mesures relatives à l'éloignement social et au confinement. À titre d'exemple, en Argentine, en Colombie, au Costa Rica au Salvador, au Honduras ou encore au Panama, la quarantaine est obligatoire sur l'ensemble du territoire et les contrevenants à cette dernière risquent des arrestations. Ce fut également le cas au Paraguay et en Équateur tandis que dans d'autres pays comme le Chili, la quarantaine n'est pas nationale, mais limitée à certaines zones comme la capitale Santiago et des zones reculées du pays.

Au Mexique, bien qu'il ait suspendu les activités publiques et privées, le gouvernement a demandé à la population de se confiner de manière volontaire. Au Brésil, malgré les recommandations du ministère de la Santé publique en matière de distanciation sociale et la décision de nombreux États d'appliquer une quarantaine obligatoire, le président Bolsonaro a clairement montré son opposition à de telles mesures, au nom de la croissance économique. Ceci a indéniablement contribué à la forte propagation du virus au Brésil qui est devenu avec le Pérou, un des pays les plus touchés par la Covid-19 de la planète. Ces deux pays — avec les États-Unis — ont clairement contribué à faire des Amériques le nouvel épicode de la pandémie.³

Quant au Nicaragua, le gouvernement de Daniel Ortega n'a mis en place aucune politique de restrictions ou de quarantaine, se distinguant ainsi nettement de ses voisins latino-américains. Par ailleurs, il faut souligner que le port du masque dans l'espace public a été rendu obligatoire dans la plupart des pays de la région durant les heures permises pour assurer les services essentiels comme la santé ou l'alimentation.

Ainsi, au-delà des mesures économiques et sociales prises pour accompagner les populations dans cette période d'isolement, la gestion de la crise a amené les gouvernements de la région à adopter des mesures qui limitent exceptionnellement des libertés et droits des individus. Ces mesures ont également bouleversé l'équilibre des pouvoirs avec des parlements obligés de suspendre leurs sessions et l'instauration

² Pour des informations détaillées sur les réponses gouvernementales à la covid-19, voir :

<https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-52248497>

<https://www.as-coa.org/articles/where-coronavirus-latin-america>

³<https://who.maps.arcgis.com/apps/webappviewer/index.html?id=2203b04c3a5f486685a15482a0d97a87&extent=-18853893.9193,-508973.7482,-2103789.289,8511818.5819,102100>

de l'état d'urgence. Cette situation a donc modifié l'échiquier politique, institutionnel et démocratique des pays de la région, mais elle a aussi ravivé les tensions politiques et institutionnelles qui existaient déjà. Tout ceci pose donc les prémices du débat sur les conséquences de la Covid-19 sur la démocratie en Amérique latine.

Des reports de scrutins aux tensions politiques et institutionnelles

Une des premières conséquences de la pandémie en Amérique latine est le bouleversement du calendrier électoral. En effet, différents scrutins étaient prévus dans la région et leur report pose de nombreuses questions quant à leur tenue dans les prochains mois. En Bolivie, l'élection présidentielle qui était prévue le 3 mai dernier et a été reportée, et sa nouvelle date constitue un débat entre le gouvernement intérimaire dirigé par Jeanine Áñez et le parlement dont le Mouvement vers le socialisme (MAS), le parti d'opposition, est majoritaire. Le 1^{er} mai, le parlement a voté l'organisation du scrutin dans un délai de 90 jours contre l'avis du gouvernement et entre les deux parties, il y a le Tribunal suprême électoral (TSE) qui propose une date entre le 28 juin et le 27 septembre en fonction de l'évolution de la pandémie. Le scrutin présidentiel en République dominicaine qui devait se tenir le 17 mai a également été reporté au 5 juillet, mais tout comme la Bolivie, il y a encore de l'incertitude quand on sait que la région est devenue l'épicentre de la pandémie.

Au Chili, les partis politiques sont tombés d'accord pour un report du référendum constitutionnel initialement prévu le 26 avril, au 25 octobre prochain. Cette réforme de la constitution est le fruit de manifestations sociales dans le pays depuis octobre 2019 et dont l'un des enjeux porte justement sur un meilleur accès au système de santé. Depuis le début du confinement, des manifestations ont éclaté notamment dans la capitale Santiago pour réclamer plus d'aide de la part de l'État pour faire face à la pénurie alimentaire, faisant ainsi écho aux revendications économiques et sociales qui ont vu le jour avant la pandémie. Le gouvernement a récemment annoncé le maintien de la quarantaine pour 38 communes de la région métropolitaine et tout l'enjeu est de trouver un équilibre entre les restrictions et le droit pour les individus — notamment les plus démunis — de subvenir à leurs besoins.

Un autre aspect important de la Covid-19 en Amérique latine au-delà du calendrier électoral est la défiance entre différentes entités politiques ou institutionnelles. Au Salvador, par exemple, le débat reste vif entre le Congrès et le président Nayib Bukele.

Ce dernier avait instauré une quarantaine obligatoire et les personnes qui violeraient cette quarantaine seraient détenues dans des centres de confinement et leurs véhicules saisis s'ils sont arrêtés dans la circulation. La Cour suprême de justice (CSJ) qui est la plus haute instance judiciaire du pays a rejeté cet ordre en le considérant comme inconstitutionnel et en violation des droits de la personne. Le président Bukele a ouvertement appelé les forces de l'ordre à ne pas respecter cette décision et des brutalités ainsi que des arrestations arbitraires ont été signalées par diverses organisations non gouvernementales comme *Human Rights Watch*. Le président a également prolongé l'état d'urgence de 30 jours sans le consentement du parlement, ce qui a conduit la CSJ à suspendre cette décision. Le 19 mai dernier, le parlement a voté une reprise de l'activité économique en quatre phases et le président Bukele a annoncé qu'il mettrait son veto. Ces différentes tensions entre le président et les autres institutions n'augurent rien de positif pour la démocratie dans ce pays dont la consolidation des institutions démocratiques et le respect des droits de la personne demeurent un enjeu depuis des années.

Dans un autre registre, mais qui illustre toujours l'influence du populisme dans ce contexte de pandémie, le Brésil fait également face à des tensions politiques et institutionnelles. Le président Bolsonaro a montré son opposition au confinement dès le début de la pandémie et il semble être suivi par son électorat. Par ailleurs, au sein même de son gouvernement, les divergences sont apparues notamment avec son ministre de la Santé, Luiz Henrique Mandetta, qui a été remercié en avril dernier. Son successeur, Nelson Teich, a quant à lui démissionné de son poste un mois après son entrée en fonction pour divergence avec le chef de l'État. Le ministère de la Santé n'a pour l'instant personne à sa tête au moment où le Brésil est devenu le deuxième pays au monde le plus touché par la Covid-19. Avec cette posture et son inaction dans la gestion de la crise, le président Bolsonaro s'est mis à dos beaucoup de gouverneurs qui ont décidé d'appliquer l'état d'urgence dans leurs États. Ces derniers ont été l'objet de ses critiques virulentes voire d'insultes pour leur gestion, car le président considère qu'ils nuisent à l'économie du pays.

Et pour ne rien arranger, tout ceci se passe dans un contexte politique particulier avec des tensions entre le président et les autres instances que sont le Congrès et le Tribunal suprême fédéral (TSF). Le TSF a souvent rappelé à l'ordre le président sur diverses questions comme la prérogative accordée par la constitution aux gouverneurs

pour gérer leurs États de manière indépendante. La plus haute instance judiciaire du pays a également autorisé en avril dernier des enquêtes criminelles contre le président Bolsonaro et certains de ses proches. Il s'agit de vérifier des accusations d'ingérence dans des enquêtes policières — qui concernent l'entourage du président — qui ont été révélées par l'ancien ministre de la Justice, Sergio Moro. Ce dernier a ainsi démissionné du gouvernement et accuse le chef de l'État d'avoir limogé le chef de la police fédérale pour des raisons personnelles pour le remplacer par un de ses proches. De plus, une trentaine de demandes de destitution contre le président Bolsonaro a été déposée ces dernières semaines auprès de la chambre des députés. Il est évident qu'une deuxième destitution en quatre ans ne serait pas un bon signal pour la démocratie brésilienne, que ce soit pendant ou après la pandémie.

Ainsi, pendant que le Brésil semble devenir le nouvel épice centre mondial de la pandémie, on n'observe pas une forte mobilisation étatique et la gestion de cette crise ne semble pas être la priorité des autorités et de la classe politique brésilienne. Au-delà du désastre sanitaire, les couches populaires et pauvres sont une nouvelle fois les plus vulnérables face à cette pandémie et il devient évident que les inégalités et la pauvreté — accentuées par la crise et les restrictions — vont favoriser l'insécurité dans le pays. La lutte contre cette insécurité dans un pays dirigé par un président populiste comme Bolsonaro qui est par exemple favorable au port d'arme peut rapidement tourner à la dérive et entraver la consolidation de la démocratie et des droits de la personne.

En définitive, la covid-19 et sa gestion a fait resurgir les enjeux démocratiques et institutionnels en Amérique latine. Si la mise en place de mesures de confinement peut être comprise et acceptée, il n'en demeure pas moins qu'elle soulève des questions sur la protection des droits de la personne. Elle souligne aussi la nécessité de sauvegarder la séparation des pouvoirs dans les différents pays de la région. L'histoire politique de l'Amérique latine montre que le risque de dérive n'est pas à exclure totalement dans ce contexte de pandémie. Par conséquent, tout le défi pour les pays latino-américains est de sortir de cette crise sanitaire tout en préservant les acquis démocratiques et sociaux de ces dernières décennies. Par ailleurs, cette protection de la démocratie passe indubitablement par une lutte plus que jamais nécessaire contre les inégalités économiques et sociales dans la région qui ont été accentuées par la covid-19.

